



Castelló

Benicàssim attribue à l'antenne relais de la gare dix cas de Cancer et exige son retrait

La mairie a prévu d'entamer une campagne de récolte de 10.000 signatures pour la demander à l'entreprise Téléphonique qu'elle retire une antenne relais installée dans la zone il y a 11 ans. Le groupe local de l'Association espagnole contre le Cancer attribue à ces installations une dizaine de tumeurs en dépit de l'absence de rapports officiels qui le garantissent.



POLÉMIQUE. L'antenne se dans un bâtiment de Téléphonique depuis 1995.

Est de Castelló, Benicàssim

La Mairie de Benicàssim entamera dans les prochains jours la récolte de 10.000 signatures pour exiger de l'entreprise Téléphonique (*ndlr* :opérateur) le retrait de l'antenne relais de téléphonie mobile située à côté de l'ancienne gare de Renfe, puisqu'il existe de nombreuses protestations de l'Association Espagnole Contre le Cancer (AECC) de la localité, qui considère que sa situation a une relation directe avec les 10 cas de cancer détectés en peu de temps.

Le maire de la localité, Manuel Llorca, a indiqué qu'il est nécessaire de retirer cette antenne relais parce qu'elle cause une grande préoccupation entre les Riverains de la

zone, bien qu'il n'existe pas un rapport officiel sur les répercussions des radiations de la téléphonie mobile, l'AECC local attribue pour cette antenne relais les dix cas de cancer détectés dans la zone à moins 300 mètres.

En ce sens, Llorca a annoncé qui mèneront à bien toute une série de mesures pour informer les citoyens sur l'effet des radiations. Ainsi, l'hôtel de ville a maintenu des contacts avec des médecins experts dans cette matière et sur ses possibles répercussions sur la santé pour qu'ils développent plusieurs conférences informatives dans la commune.

De même, la mairie prévoit d'organiser une réunion avec l'Inspection de Télécommunications et de solliciter un rapport technique sur le niveau de radiations qu'émettent les différentes antennes relais situées en Benicàssim, spécialement l'antenne qui se trouve dans le boulevard de l'ancienne gare de chemins de fer. Entre les mesures à prendre le plus rapidement possibles, des responsables municipaux ont aussi sollicité la consultation de la Fédération espagnole Communes et les organismes de Provinces qui disposent d'un Code de Bonnes Conduites sur les antennes relais de téléphonie mobile dans les communes.

Contactos avec l'entreprise

Mais la réunion la plus importante sera celle qui sera organisée à l'hôtel de ville avec l'entreprise Téléphonique, où il sera exigé le retrait de l'antenne relais même si la commune doit légalement compenser économiquement l'entreprise pour les pertes qu'elle n'a pas à supporter. " *Nous réclamerons de l'entreprise de Téléphonie qu'elle enlève l'antenne de ce lieu parce qu'il existe une grande préoccupation et crainte des Riverains de la zone, et si nous devons compenser l'entreprise nous le ferons parce que la santé et la tranquillité des citoyens vient en premier* ", a affirmé le maire, celui qui a remarqué que l'intention de cette initiative n'est pas d'aller contre le progrès, mais s'occuper des demandes et les préoccupations de ses administrés de Benicàssim.

Il convient d'indiquer que l'antenne est située depuis 1995 dans ce lieu central de la ville et que, comme a manifesté l'AECC au Maire, les dix cas de cancer détectés depuis cette date parmi les Riverains dans cette zone sont alarmants. Llorca a souligné que cette situation, apparue à la suite de la première intention de la Mairie d'approuver (*ndlr : voter*) un décret municipal sur l'installation d'antennes relais de téléphonie mobile qui ne doivent plus être dissimulées et qu'il faut rapidement faire face pour arrêter cette situation qui se développe.

Un recensement de 20 antennes relais

Par la suite sera étudié cette problématique par l'ingénieur municipal qui rédigera un rapport sur l'état actuel des antennes relais de téléphonie mobile existants en Benicàssim, dans lequel on souligne que la localité dispose 20 sites d'antennes relais contrôlées, dont seulement quatre seront légalisées, entre celles du boulevard de l'ancienne gare de Renfe.

À ce sujet, le maire a déclaré que la Mairie va contrôler en détail l'installation des sites d'antennes relais et obligera les entreprises à légaliser ou à retirer celles qui ne disposent pas de licence bien qu'ayant l'approbation (bail) du propriétaire sur laquelle elles sont situées.